

## **CONVENTION D'OCCUPATION TEMPORAIRE**

**Entre les soussignés**

**le Propriétaire,**

représenté par Monsieur Jacky Goulet, Président de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire,  
**et**

**la commune d'Allonnes,**

représentée par Monsieur Jérôme Harrault, Maire, agissant au nom et pour le compte de la commune  
**et**

**le Preneur,**

**le représentant du groupe des gens du voyage accueilli, :**

Monsieur Roger Delorme et Mme Lucienne Delorme domicilié à : La grande Flécherie, 18 bd Lucie et Raymond Aubrac, 49000 Angers

### **Article 1<sup>er</sup> – Objet de la convention**

La présente convention a pour objet de définir les conditions de mise à disposition d'un terrain cadastré n° H772, H773, H1070, H1071 situé au lieu dit « La Cassoire » sur la commune d'Allonnes en vue de permettre son utilisation occasionnelle pour une durée de 10 jours, à partir du 18/07/2020 jusqu'au 29/07/2020 par le groupe représenté par Roger Delorme et Lucienne Delorme pour le stationnement d'environ 50 caravanes.

### **ARTICLE 2 – OBLIGATIONS DU PROPRIÉTAIRE**

Pendant la période visée à l'article 1<sup>er</sup>, la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire (CASVL) s'engage à tenir le terrain libre de toutes contraintes de nature à compromettre éventuellement l'usage occasionnel tel que prévu par la présente convention.

La CASVL s'engage pendant la période visée à l'article 1<sup>er</sup> à desservir le terrain :

- en eau potable,
- en électricité,
- à mettre à disposition des preneurs, une benne pour les ordures ménagères.

### **ARTICLE 3 – OBLIGATIONS DES PRENEURS**

Les preneurs s'engagent à jouir du terrain mis à leur disposition dans son état naturel et compatible avec les commodités de circulation et stationnement des véhicules et caravanes.

Les utilisateurs du terrain sont ainsi tenus de prendre toutes les mesures nécessaires pour que leur présence et leur activité n'apportent ni gêne, ni trouble au voisinage et plus généralement ne compromette pas l'ordre public (art. R.443,10 du code de l'urbanisme).

Les preneurs s'engagent à n'apporter aucune modification à l'état des lieux et à restituer le terrain en état initial et libre de toute occupation.

Les preneurs s'engagent à respecter les règles élémentaires de sécurité suivantes :

- rien ne doit être implanté sur les voies d'accès (voitures, remorques, caravanes) pour permettre l'arrivée des secours ;
- les bornes à incendies doivent être laissées disponibles.

Les preneurs sont responsables de tous les accidents ou dommages qui pourraient résulter de leur présence et de leurs activités, conformément au principe général édicté par le code civil (art. 1382 et 1384).

#### **ARTICLE 4 – CONDITIONS DE PRISE DE POSSESSION DU TERRAIN**

Les preneurs devront confirmer leur arrivée à la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire dans un délai minimum d'une semaine afin de permettre de prendre toutes dispositions nécessaires au bon accueil des utilisateurs.

Un état des lieux doit être effectué à l'arrivée des preneurs et avant leur départ.

A l'issue de la période visée à l'article 1<sup>er</sup>, les preneurs s'engagent à quitter les lieux.

#### **ARTICLE 5 – CONDITIONS FINANCIÈRES**

Une caution de 500€ est demandée au représentant du groupe lors de l'état des lieux entrant. Elle sera remise lors de l'état des lieux sortant vierge.

Les preneurs s'engagent à verser la somme de 20€ par semaine et par caravane double essieu en compensation de l'occupation du terrain, des consommations des fluides et du ramassage des ordures ménagères. Ce montant sera réglé dans les 2 jours précédents le départ.

En cas de dégradations occasionnées par les preneurs, ceux-ci s'engagent à dédommager intégralement la CASVL.

#### **ARTICLE 8 – RÉOLUTIONS DES LITIGES ENTRE LES PARTIES**

En cas de non-respect par l'une ou l'autre partie des engagements pris dans la présente convention, les parties s'efforceront de résoudre leurs différends par les voies à l'amiable avant de recourir à la juridiction compétente (TA de Nantes, 6 allée de l'île Gloriette 44 000 Nantes Cedex 01).

Fait à Allonnes, le 24 JUL. 2020

Le Maire de la commune

Le propriétaire

Les preneurs